

# Les dilemmes d'Ollanta Humala, nouveau président du Pérou

vendredi 17 juin 2011, par [GAUDICHAUD Frank](#) (Date de rédaction antérieure : 16 juin 2011).

Dimanche 5 juin, Ollanta Humala a annoncé sa victoire à la présidence de la République du Pérou devant une foule enthousiaste. Lors de ce deuxième tour électoral, il faisait face à Keiko Fujimori, candidate populiste néolibérale, soutenue par l'oligarchie et fille du dictateur au pouvoir de 1990 à 2000 (aujourd'hui en prison). Malgré une campagne médiatique hostile, Humala a obtenu 51,5 % des suffrages, notamment grâce au vote des populations paysannes et indigènes. Dans les derniers jours de campagne, il a même bénéficié de l'appui improbable d'intellectuels conservateurs tels que Mario Vargas Llosa ou de l'ancien président Toledo, adversaires de Keiko Fujimori. Si cette dernière gagne dans sept régions, dont la capitale Lima, Humala est majoritaire dans dix-sept provinces andines et amazoniennes, les plus pauvres du pays. L'ex lieutenant-colonel (il a d'ailleurs fait l'objet d'accusation pour violation des droits de l'homme), avec un discours nationaliste et critique du néolibéralisme, a su représenter le changement face aux classes dominantes. Faute de mieux et alors que la gauche radicale ne s'est toujours pas remise des années de plomb, plusieurs petites organisations révolutionnaires ont décidé de lui fournir un appui critique.

Reste que cette élection est loin de résoudre les problèmes quotidiens de l'immense majorité. Si dans un premier temps le parti d'Humala, Gana Perú, proposait un programme progressiste, la nouvelle orientation d'entre les deux tours donne le ton de sa gestion gouvernementale. Afin de rassurer la bourgeoisie de Lima, le candidat a abandonné son projet de réforme de la Constitution de 1993, assuré qu'il reconnaîtrait le traité de libre-échange avec les États-Unis et qu'il garantirait la propriété des multinationales, très présentes au Pérou. Le nouveau président affirme cependant vouloir renégocier certains contrats d'exploitation avec les entreprises minières (60 % des revenus d'exportation du pays) et a réitéré sa promesse de créer des emplois, des logements ainsi que des services de première nécessité.

Alors que le modèle politique revendiqué d'Humala est celui du président Lula, les classes populaires ne pourront compter que sur elles-mêmes pour transformer le modèle économique en place. Ces derniers temps, les luttes se multiplient : on dénombreait 233 conflits sociaux au mois de mai, dont 117 liés au secteur minier. Deux ans après la sanglante répression du mouvement indigène à Bagua, il est indispensable de soutenir activement ces mobilisations.

Pour le NPA, cela signifie aussi une dénonciation, au côté des syndicats et associations engagés dans ce combat, du traité de libre-échange en cours de négociation entre l'Union européenne, la Colombie et le Pérou, traité qui exacerbera les violations des droits des peuples à travers les Andes et en Amazonie.

**Franck Gaudichaud**

---

---

**P.-S.**

\* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 107 (16/06/11).